



ANADIP

Association nationale de la distribution de la presse

Bordeaux, le 10 février 2011

Déclaration

L'ANADIP a tenu sa réunion annuelle les 9 et 10 février 2011 afin de faire le point sur la situation de la distribution de la presse en général et plus particulièrement du niveau 2 de celle-ci.

Suite aux « états généraux de la presse écrite » lancés en janvier 2009 et malgré nos alertes successives sur les menaces pesant sur le niveau 2 national, la situation des dépôts s'est grandement détériorée.

En effet, la baisse des ventes des quotidiens et des publications, dans un contexte économique défavorable, ainsi que l'augmentation des charges fixes dégradent encore davantage les comptes de résultats de l'ensemble des dépôts de presse qui connaissent déjà de graves difficultés de trésorerie.

Malgré cela, le gouvernement et les messageries (PRESSTALIS et MLP) persistent à imposer leur stratégie de réforme de la distribution de la presse en France qui se base uniquement sur la réduction des coûts de distribution. Pour cela trois grands chantiers ont été lancés :

- Suppression de deux dépôts parisiens sur trois à la SPPS avec pour conséquence l'externalisation de 60% de la charge de travail à GEODIS ;
- réorganisation des services au sein des SAD avec, notamment, la mise en place de plateformes flux froids/flux chauds ;
- regroupement sauvage des dépôts privés et des dépôts gérés sans prendre en compte la question sociale et l'avenir des salariés (*voir la carte du niveau 2 préconisée par le CSMP au dos de cette déclaration*).

Ne cédon pas à la chimère financière OSEO (entreprise publique garantissant des prêts bancaires) qui, sous prétexte d'aider les dépôts à se regrouper et à mutualiser leurs moyens, les amènera surtout à réduire encore les coûts liés à la masse salariale. Réduction des coûts qui entraînera obligatoirement une détérioration des conditions de travail, le gel des salaires et des coupes sombres dans les effectifs !

Tout cela se fera bien entendu dans l'indifférence générale et les salariés du niveau 2 seront mis, une nouvelle fois, devant le fait accompli sans qu'aucune consultation sur leur avenir professionnel n'intervienne. Pourtant, l'externalisation de la distribution, en utilisant le moins disant social comme variable, aura pour principale conséquence la perte du savoir faire du réseau. La fin de la péréquation des coûts de distribution sonnera, elle, le glas du pluralisme des titres de presse.

La distribution de la presse mise en place par le Conseil de la résistance en 1947 est en péril.

Les questions des aides à la presse soulevées par le rapport et la fin de la régularisation de la diffusion de la presse ne sont que les deux faces d'une même médaille : la remise en cause de la liberté de la presse.

**Oui, la mort de notre presse libre et indépendante est programmée...
Mais rien n'est encore joué !**

C'est pourquoi nous demandons à notre fédération d'organiser une réunion avec l'ensemble des syndicats concernés par cette attaque ultralibérale sur la presse, pour débattre de la situation et des mutations qui s'opèrent et pour définir d'une stratégie globale sur les trois filières des métiers de la presse : l'édition, l'impression et la distribution.

Projection géographique du schéma directeur du réseau de niveau 2
(Détail Ile-de-France)



Projection géographique du schéma directeur du réseau de niveau 2

